



Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20240627-lmc1332908-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : lundi 1 juillet 2024
Date de publication : 04/07/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
JEUDI 27 JUIN 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 27 juin 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
51	18	12

OBJET DE LA DELIBERATION

N° 24/06/152

**CHOIX DU MODE DE
GESTION ET TARIFICATION
POUR L'EXPLOITATION DU
PARKING ' SILO LOUBIERE '**

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Dominique ANDREOTTI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Valérie BATTESTI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, M. Robert CAVANNA, M. Patrice CAZAUX, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, Mme Corinne CHENET, M. Yannick CHENEVARD, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Laurent JEROME, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, Mme Josée MASSI, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, M. Guy RAYNAUD, Mme Valérie RIALLAND, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Yann TAINGUY, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, Mme Sandra TORRES, Mme Magali TURBATTE, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Gilles BALDACCHINO ayant donné pouvoir à M. Amaury NAVARRANNE, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Josy CHAMBON ayant donné pouvoir à Mme Geneviève LEVY, M. Amaury CHARRETON ayant donné pouvoir à M. Yannick CHENEVARD, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, Mme Claude GALLI-ARNAUD ayant donné pouvoir à M. Thierry ALBERTINI, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Pascale JANVIER ayant donné pouvoir à Mme Magali TURBATTE, Mme Corinne JOUVE ayant donné pouvoir à M. Patrice CAZAUX, M. Erick MASCARO ayant donné pouvoir à Mme Valérie MONDONE, Mme Anne-Marie METAL ayant donné pouvoir à Mme Valérie RIALLAND, Mme Chantal PORTUESE ayant donné pouvoir à Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Béatrice BROTONS, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Delphine GROSSO, M. Arnaud LATIL, M. Jean-David MARION, M. Jean-Louis MASSON, Mme Isabelle MONFORT, Mme Cécile MUSCHOTTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

Séance Publique du 27 juin 2024

N° D' O R D R E : 24/06/152

**O B J E T : CHOIX DU MODE DE GESTION ET TARIFICATION
POUR L'EXPLOITATION DU PARKING ' SILO
LOUBIERE '**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1 et L2121-22-1,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/444 du Conseil Métropolitain en date du 16 décembre 2021, portant sur l'Adoption des statuts de la Régie des Parkings Métropolitains,

VU la délibération du Conseil d'Exploitation de la Régie des Parkings Métropolitains en date du 31 mai 2024,

VU la proposition de grille tarifaire formulée par le Conseil d'Exploitation de la Régie des Parkings Métropolitains en date du 31 mai 2024,

VU l'avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Métropole en date du 10 Juin 2024,

VU l'avis de la Commission Mobilités en date du 17 juin 2024,

CONSIDERANT que la Métropole assure la création, l'aménagement, la gestion et l'entretien de l'ensemble des parcs de stationnement, gratuits ou payants, ouverts à tous et non affectés à un équipement particulier,

CONSIDERANT que l'exploitation des Services Publics peut être assurée selon différents modes de gestion, publics ou privés, que ces différents modes de gestion se différencient les uns des autres par une plus ou moins grande autonomie du Service Public par rapport à la collectivité publique. La prise en charge plus ou moins intense du risque d'exploitation et l'exploitation du Service Public peut, soit être directement exercée par la collectivité publique, soit être confiée à un tiers,

CONSIDERANT que l'analyse produite dans le rapport pour le choix sur le mode de gestion du Parking de « la Silo Loubière » annexé à la présente délibération, propose la gestion en régie directe avec mise en place d'un Accord Cadre à bons de commande de gestion et exploitation du parking « silo Loubière »,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le rapport sur le choix du mode de gestion ci-joint.

ARTICLE 2

D'APPROUVER la gestion en régie directe avec mise en place d'un Accord Cadre à bons de commande de gestion et exploitation du parking.

ARTICLE 3

DE FIXER les tarifs publics 2024 relatifs au stationnement dans le parc de stationnement « Silo Loubière » conformément à l'exposé qui précède.

ARTICLE 4

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à engager toutes les démarches et à prendre toutes les décisions utiles à l'exécution de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 27 juin 2024

Jean-Pierre GIRAN

Anaïs DIR

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Le secrétaire de séance



POUR 65

CONTRE 2

Monsieur Gilles BALDACCHINO, Monsieur Amaury NAVARRANNE.

ABSTENTION 2

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Philippe LEROY.



PARKING SILO LOUBIERE

Commune de Toulon
Rapport sur le choix du mode de
gestion

Version en date du 26/04/2024

Sommaire

I. PREAMBULE	2
II. PRÉSENTATION DU SERVICE	3
III. PRINCIPES GÉNÉRAUX ET MODES DE GESTION POSSIBLES.....	4
IV. CRITERES DE CHOIX DU MODE DE GESTION.....	8
V. MODE DE GESTION ENVISAGE.....	10
VI. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT PROJETÉ.....	11
VII. PROPOSITION DE TARIFS	11
VIII. CONCLUSION :	13

I. PREAMBULE

Ce rapport concerne l'exploitation du futur Parking Silo « Loubière » dont la livraison est programmée au 2ème Semestre 2024.

La Métropole Toulon Provence Méditerranée assure la compétence Parcs et Aires de Stationnement depuis le 1er janvier 2018.

Cette compétence porte sur la création et l'exploitation des parcs et aires de stationnement.

Le quartier de la Loubière, en pleine mutation, va accueillir de nombreux emplois (+ de 1000 postes), source de besoin en stationnement.

Ce besoin va également être renforcé par le besoin de stationnement résidentiel (compensation des places supprimées à l'occasion de l'aménagement du Parc de la Loubière + forte attractivité du quartier) ainsi que par le besoin de stationnement dit « extérieur » au quartier par les usagers des services publics et entreprises implantés (CAF, CPAM, ENEDIS, GRDF), les usagers du Parc de la Loubière, et la proximité à la fois du centre-ville, de la Gare, de la Préfecture, du Conseil Départemental. Il est certain que ces usagers et services voudront utiliser les places publiques de ce nouvel ouvrage.

Maitre d'ouvrage de l'opération : Var. Aménagement. Développement

Le document qui suit a donc pour objet de:

- Rappeler les caractéristiques des prestations qui doivent être assurées dans la cadre de l'exploitation,
- Rappeler les caractéristiques des différents modes de gestion,
- Présenter les critères de choix entre les différents modes de gestion,
- Faire une proposition sur le futur mode de gestion du service.

II. PRÉSENTATION DU SERVICE

A. Contexte Métropolitain

Les modes de gestion des Parcs et Aires de Stationnement sur le territoire de TPM se caractérisent par leur diversité. Ainsi le service stationnement, né du transfert de compétence au 1^{er} janvier 2018, pilote et suit à ce jour 3 Délégations de Service Public (DSP) et 1 régie métropolitaine (gestion directe de 7 parc de stationnements).

Gestion en Délégation de Service Public :

- DSP Toulon centre-ville, délégué à la société Q PARK, 10 parkings + 6 200 places de stationnement.
- DSP Hyères centre-ville, déléguée à la société INDIGO, 3 parkings, 1 300 places de stationnement.
- DSP Toulon Zénith, délégué à la société Q PARK, 1 parking + 660 places de stationnement.

Gestion en Régie :

- 1 régie directe : La Seyne / Six Fours / Hyères (Tour Fondue).
7 parcs +1600 places

Le fonctionnement de cette régie directe a été mutualisé depuis le 1^{er} janvier 2019.

Le service est composé de 8 Agents d'exploitation, 2 Régisseurs, d'un responsable d'exploitation d'un adjoint au responsable d'exploitation d'un assistant comptable et financier et de 2 à 4 ETP saisonniers (en été).

B. Le Parking « Silo -LOUBIERE »

L'opération « Parking Silo Loubière » développe 628 places en R+7

Le RDC et le R+1 (145pl) sont destinés à un **usage public**.

Les R+2 à R+7 (483pl) sont destinés à un usage privé (location ou pleine propriété)

Les accès véhicules (entrée/sortie) et les circulations verticales (ascenseurs) sont communs aux différents usages.

L'accès à la zone privative s'effectue via les deux niveaux publics

Le parking répondra à des besoins variés :

- Besoins des résidents

Dépose du véhicule en soirée (si usage du véhicule pour se rendre au travail) ou pour la semaine.

- Besoins ponctuels de courte et moyenne durée

Visiteurs des générateurs présents sur site : administrations, activités, commerces.

III. PRINCIPES GÉNÉRAUX ET MODES DE GESTION POSSIBLES

C. Champ des possibles

1. Régie autonome et régie personnalisée

Ces deux modes de gestion sont des modes de gestion directs : la collectivité crée le service et l'exploite par ses propres moyens.

La « régie autonome »

Elle est dotée de la seule autonomie financière (Articles L.2221-11 et suivants du CGCT) : les opérations financières et comptables font l'objet d'un budget annexe à celui de la collectivité.

La « régie personnalisée »

Elle est dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière (Article L.2221-10 du CGCT). Elle nécessite la création d'un établissement public à caractère industriel et commercial qui possède son propre conseil d'administration et son budget.

2. Sociétés locales

La collectivité a recours à la création d'une société pour l'exploitation du service.

➤ La Société Publique Locale (SPL)

Créées par la loi n° 2010-559 du 28 mai 2010 et codifiée à l'article [L. 1531-1](#) du CGCT, la SPL est une société anonyme ayant au moins deux actionnaires.

Les actionnaires de la SPL sont : soit des collectivités territoriales, soit un groupement de collectivités territoriales. Les prestations de services publics confiées à la SPL sont effectuées sur les territoires de toutes les collectivités actionnaires de la SPL.

➤ La Société d'Economie Mixte à Opération Unique

Créée par la Loi n°2014-744 du 1er juillet 2014, et codifiée aux articles L.1541-1 à L.1541-3 du CGCT, la SEMOP procède de la notion européenne de partenariat public-privé institutionnalisé (« PPPI »).

Il s'agit d'une société anonyme constituée pour une durée déterminée et limitée, en vue de la conclusion et de l'exécution d'un contrat avec la collectivité. Son objet est unique. Elle est

constituée d'au moins deux actionnaires, dont la collectivité et un opérateur économique. La répartition des parts sociales entre les actionnaires doit respecter les éléments suivants : entre 34 et 85% du capital pour la collectivité, entre 15 et moins de 66% pour le ou les autres actionnaires privés.

La sélection du ou des actionnaires opérateurs économiques doit respecter les procédures de passation propres à la nature du contrat destiné à être attribué à la SEMOP par la collectivité territoriale actionnaire (article L.1541-2 du CGCT) : soit procédure de passation des contrats de concession, soit procédure de passation des marchés publics.

3. Régie intéressée, gérance, délégation de service public

Ces modes de gestion indirects se divisent en deux catégories :

- Gestion aux risques et périls de la collectivité : Régie intéressée et Gérance.

Dans cette hypothèse, la collectivité exploite le service avec le concours d'un professionnel rémunéré, soit forfaitairement (gérant), soit par une rétribution qui comprend un intéressement aux résultats d'exploitation (régisseur intéressé).

- Gestion aux risques et périls de l'exploitant : Délégation de Service Public.

L'exploitant se rémunère directement auprès de l'usager. Selon les modalités de la délégation, la collectivité ou le concessionnaire assure la réalisation des premiers investissements nécessaires au fonctionnement du service public.

4. Contrat de Concession

Depuis le 1er avril 2016, la directive européenne relative aux contrats de concession a été transposée en droit français. Au sens de l'ordonnance [n° 2016-65 du 29 janvier 2016](#), un contrat de concession est un contrat qui permet à une collectivité publique de confier l'exécution de travaux ou la gestion d'un service à un ou plusieurs opérateurs économiques, à qui est transféré un risque lié à l'exploitation de l'ouvrage ou du service en contrepartie soit du droit d'exploiter l'ouvrage ou le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

La délégation de service public est une concession de service ayant pour objet un service public et conclue par une collectivité territoriale, un établissement public local, un de leurs groupements, ou plusieurs de ces personnes morales. Le concessionnaire peut être chargé de construire un ouvrage ou d'acquérir des biens nécessaires au service. L'ensemble des règles s'appliquant à la passation et l'exécution de contrats de concession s'appliquent aux contrats délégation de service public.

Code de la Commande Publique

De plus, au 1er avril 2019, le Code de la Commande Publique entre en vigueur. L'ordonnance n° 2018- 1074 du 26 novembre 2018 portant la partie législative du Code et le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant sa partie réglementaire sont parus au Journal officiel du 5 décembre 2018. Le Code Générale des Collectivités Territoriales est modifié en conséquence.

Le Code de la Commande Publique réunit l'ensemble des règles applicables pour la passation et l'exécution des marchés publics et des contrats de concession en un seul texte. Il ne modifie pas le fond de la réglementation existante mais permet de l'unifier.

D. Différences essentielles entre les modes de gestion

Les différents modes de gestion se rapprochent sous deux aspects :

Budget : la collectivité territoriale doit tenir un budget propre du service.

Fixation des prix : Même si les prix sont fixés selon des modalités différentes, ils sont toujours du ressort de la collectivité territoriale et sont réputés couvrir les charges d'exploitation

Le tableau suivant présente **les différences essentielles** entre les différents modes de gestion décrits ci-avant.

MODE DE GESTION	DEFINITION	CARACTERISTIQUES			
		Financement des investissements	Exploitation des ouvrages	Rémunération exploitant	Procédure de mise en concurrence
Régie autonome	Service public à caractère industriel et commercial administré par la collectivité (budget annexe - autonomie financière)	Collectivité	Collectivité	Collectivité	
Régie personnalisée	Etablissement public à caractère industriel et commercial (autonomie financière et morale)	Collectivité	Collectivité	Collectivité	
SPL	Société anonyme composée d'au moins deux actionnaires, tous de droit public.	Collectivité	Collectivité	Usager	Pas de mise en concurrence
SEMOP	Société anonyme composée d'au moins deux actionnaires : un de droit public et au moins un opérateur économique privé, sélectionné après mise en concurrence préalable.	Collectivité ou opérateur privé selon leur part sociale	Opérateur privé	Usager	Dépend du contrat objet de la SEMOP : concession ou marché public
Régie intéressée	Entreprise chargée du fonctionnement du service sous la responsabilité de la collectivité	Collectivité	Opérateur privé	Collectivité	Dépend de la part d'intéressement dans la rémunération : concession ou marché public
Gérance	Marché Public par lequel la collectivité confie l'exploitation de son service à un tiers	Collectivité	Opérateur privé	Collectivité	Marché public

Délégation de Service Public	Contrat par lequel une collectivité charge une personne morale privée ou publique de gérer un service	Opérateur privé ou Collectivité selon les modalités du contrat	Opérateur privé	Usager	Concession
-------------------------------------	---	--	-----------------	--------	------------

Orientations

La comparaison des modes de gestion réalisée ci-dessus rapportée au contexte présenté en amont permet d'apprécier les avantages et les inconvénients de chacun de ces modes pour la gestion de l'exploitation du Parking « Silo Loubière ».

Il apparaît que :

Pour créer une Société Publique Locale, la Métropole doit s'associer à, au moins, un autre groupement de collectivités territoriales compétent en matière de Stationnement afin d'exercer collectivement la gestion du service. Or, sur le périmètre concerné, aucune autre collectivité n'intervient au titre du Stationnement payant. La mise en place d'une SPL est donc écartée.

La création d'une Société d'Economie Mixte à Opération Unique entre la Métropole et un opérateur économique est un mode de gestion partagé. La collectivité fait partie intégrante des organes de gouvernance de la Société au même titre que l'entreprise. À ce titre, elles partagent la responsabilité financière et le risque des investissements et de l'exploitation du service. La Métropole assure d'ores et déjà le risque financier en portant la maîtrise d'ouvrage du parking.

L'option de création d'une SEMOP n'est pas opportune et n'est donc pas retenue.

Dans le cadre d'un contrat de gérance ou de régie intéressée :

- les risques et périls de l'exploitation sont en grande partie assumés par la collectivité comme ils le sont dans une gestion en régie.
- les contrats nécessitent un suivi renforcé comme ils le nécessitent dans une gestion déléguée.

Ainsi, sans présenter d'avantages déterminants, ces types de contrats présentent à la fois les inconvénients d'une régie et ceux d'une gestion déléguée. Ils ne sont donc pas envisagés par la Métropole TPM.

Face aux enjeux décrits ci-dessus et compte tenu de l'organisation des services de la collectivité, deux solutions de gestion sont donc envisagées comme les mieux adaptées à la situation du service :

- ✓ la gestion en régie directe
- ✓ la gestion par un Contrat Délégation de Service Public

IV. CRITERES DE CHOIX DU MODE DE GESTION

Comparaison des deux modes de gestion possibles

Les critères adaptés au choix d'un mode de gestion peuvent être regroupés en quatre catégories :

- Les critères techniques et de compétences
- Les critères portant sur les risques et la responsabilité
- Les critères financiers et le rapport qualité / prix
- Les critères ayant trait au personnel

Le tableau suivant synthétise les principaux enjeux et conséquences de la mise en œuvre des deux modes de gestion comparés.

ENJEUX	REGIE DIRECTE	DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
RESPONSABILITE POUR LA COLLECTIVITE		
Définition de la politique du service	La Collectivité définit et met en œuvre la politique relative au service	
Vis-à-vis du pénal	Totale	Transfert au concessionnaire (cahier des charges)
Vis-à-vis du personnel	Totale	Le titulaire du marché fait son affaire de la gestion RH
Vis-à-vis des usagers	Totale	Partagée avec le titulaire du marché
Vis-à-vis de la réglementation	Totale	Partagée avec le titulaire du marché
ORGANISATION ET PERSONNEL		
Pour la Collectivité	Renforcement des moyens, <u>recrutement de 3 à 5 personnes</u>	Contrôles à renforcer
Pour le personnel d'exploitation	Recrutement, Organigramme / Gestion et responsabilités Carrières et formation / Gestion des astreintes	Externe, assumée par le titulaire du marché
MOYENS TECHNIQUES ET FINANCIERS		
Moyens techniques	Acquisition de moyens : locaux, véhicules et engins, stocks et outillage, informatique et sécurisation, ingénierie	Inclus dans le contrat pour partie et a charge de la collectivité pour une autre partie
	Externalisation de certaines prestations (travaux, analyses, maintenance, ...)	

Moyens financiers	Intégration à une régie	Tarif résultant des caractéristiques du service attendu et des résultats de la mise en concurrence
GESTION DES ABONNES		
Au quotidien	Avantage de la proximité	A prévoir au contrat Contrôle rigoureux à exercer Effet d'interface Client/Service
En cas de crise	Logistique et information à créer	A prévoir au contrat / Information maîtrisée par un système centralisé
GESTION PATRIMONIALE		
Patrimoine	Exploitation et Mise à niveau (selon réglementation)	
Renouvellements	Programmation annuelle	Programmation annuelle
REGLEMENTATION ET COMMUNICATION		
Evolutions, veille réglementaire	Moyens à mobiliser	Incluse (mutualisation au sein de l'entreprise)
Cadre réglementaire	Marchés Publics et Objectifs de moyens = contrat de moyens	Marchés Publics et Objectifs de moyens = contrat de moyens
Communication relations et externes	Directes	Directes A contrôler et à maîtriser

ENJEUX	REGIE	DELEGATION DE SERVICE PUBLIC
Gestion des crises	Difficile ou à mutualiser avec d'autres collectivités	Partagée et mutualisée au sein de l'entreprise
POSITION DE LA COLLECTIVITE		
Contact avec l'utilisateur	Lien direct	Interface entre la collectivité et l'utilisateur
Maîtrise des paramètres de gestion	Par la Collectivité	Par la Collectivité
Responsabilité des élus	Responsabilité directe des élus même en cas de prestations de service	Responsabilité partagée avec le titulaire en fonction du contrat
Risque financier	Assumé par la Collectivité	Assumé par la Collectivité
Contrôle	Information directe	Information directe + Nécessité d'un contrôle

Recours à des moyens spécifiques, à l'information, à l'expérience	A rechercher auprès de contrats de prestations de service	A prévoir au cahier des charges
Aspects économiques	Equilibre annuel charges et recettes Mutualisation envisageable Pas de CET ni d'IS	Recherche d'une marge bénéficiaire cout de fonction plus élevé pour la collectivité (rémunération titulaire)
Moyens à mettre en œuvre	Moyens humains et matériels à mobiliser	Moyens propres du titulaire + moyens de la régie (encadrement)

V. MODE DE GESTION ENVISAGE

La Métropole TPM dispose d'une régie pour l'exploitation des parkings sur le territoire métropolitain qui couvre trois communes (Six Fours les Plages, La Seyne sur Mer Hyères).

Cette régie fonctionne avec du personnel de la collectivité, dotés de véhicules et de l'outillage nécessaire. Ces moyens sont mutualisés pour couvrir l'ensemble du territoire exploité sous ce mode de gestion.

Bien que TPM dispose de la connaissance et de l'expertise nécessaires pour l'exploitation de ces ouvrages en régie, les moyens dont dispose la collectivité et leur répartition sur le territoire de la Métropole pose la difficulté d'une extension du périmètre d'intervention de la régie actuelle sur la commune de Toulon.

La Délégation de Service Public repose sur un équilibre financier entre les recettes attendues par l'exploitation de l'ouvrage et les dépenses (charges d'exploitations) afférentes.

Après analyse et simulations, le parking Silo Loubière ne permet pas à ce jour cet équilibre financier.

Au regard des critères développés ci-avant et des orientations retenues, il apparaît que :

- La gestion en Délégation de Service Public n'est pas économiquement viable à ce jour
- La gestion en régie directe avec des moyens propres à la régie pose un certain nombre de difficultés au regard de l'extension de périmètre pour la gestion de 145 places + 600 droits d'accès aux niveaux privatifs.

Aussi le mode de gestion retenu le plus pertinent à ce jour est la gestion en **Régie directe avec mise en place d'un Accord Cadre à bons de commande de gestion et exploitation du parking « silo Loubière »**.

VI. ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT PROJETÉ

Nature du contrat : Accord Cadre à bons de commande de gestion et exploitation du parking « silo Loubière » à Toulon

Périmètre : Parking « Silo Loubière »

Durée envisagée : 4 ans.

Objet de l'Accord Cadre :

Il a pour objet la gestion, l'exploitation et la maintenance des deux niveaux publics et d'accès contrôlés du parking Silo Loubière ainsi que du contrôle d'accès des utilisateurs de la zone privative du parking.

La gestion, l'exploitation et la maintenance du parc (rdc et niv r+1 uniquement) comprend notamment :

- La gestion technique et règlementaire du parking public et de ses équipements ;
- La gestion commerciale et financière du parking public et les missions d'accueil du public
- La gestion des moyens d'entrée/sortie (badges/abonnement/lecture de plaque) pour les preneurs privés.

Coûts : L'ensemble des coûts sont supportés par la Métropole au travers de la Régie Métropolitaine du stationnement

VII. PROPOSITION DE TARIFS

La proposition prend en compte :

- Une tarification en lien avec la tarification des parkings publics délégués sur la Commune de Toulon.
- Une Tarification horaire au 1/4 heure
- Des abonnements résidents (h24 ou nuit)
- Possibilité de Mise en place d'un forfait « 2h Gratuites » le Samedi

HORAIRES		Zénith	Delaune	Loubiere
DUREE DE STATIONNEMENT				
00 h 00 - 00 h 14	1/4	0,50 €	0,40 €	0,40 €
00 h 15 - 00 h 29	1/2	1,00 €	0,70 €	0,70 €
00 h 30 - 00 h 44	3/4	1,33 €	1,10 €	1,10 €
00 h 45 - 00 h 59	1	1,67 €	1,50 €	1,50 €
01 h 00 - 01 h 14	1/4	2,17 €	1,90 €	1,90 €
01 h 15 - 01 h 29	1/2	2,67 €	2,20 €	2,20 €
01 h 30 - 01 h 44	3/4	3,08 €	2,60 €	2,60 €
01 h 45 - 01 h 59	2	3,58 €	3,00 €	3,00 €
02 h 00 - 02 h 14	1/4	4,00 €	3,30 €	3,30 €
02 h 15 - 02 h 29	1/2	4,58 €	3,70 €	3,70 €
02 h 30 - 02 h 44	3/4	5,00 €	4,10 €	4,10 €
02 h 45 - 02 h 59	3	5,42 €	4,40 €	4,40 €
03 h 00 - 03 h 14	1/4	5,83 €	4,80 €	4,80 €
03 h 15 - 03 h 29	1/2	6,25 €	5,20 €	5,20 €
03 h 30 - 03 h 44	3/4	6,67 €	5,40 €	5,40 €
03 h 45 - 03 h 59	4	7,08 €	5,70 €	5,70 €
04 h 00 - 04 h 14	1/4	7,50 €	5,90 €	5,90 €
04 h 15 - 04 h 29	1/2	7,92 €	6,20 €	6,20 €
04 h 30 - 04 h 44	3/4	8,33 €	6,40 €	6,40 €
04 h 45 - 04 h 59	5	8,75 €	6,70 €	6,70 €
05 h 00 - 05 h 14	1/4	9,17 €	6,90 €	6,90 €
05 h 15 - 05 h 29	1/2	9,58 €	7,20 €	7,20 €
05 h 30 - 05 h 44	3/4	10,00 €	7,40 €	7,40 €
05 h 45 - 05 h 59	6	10,42 €	7,60 €	7,60 €
06 h 00 - 06 h 14	1/4	10,67 €	7,90 €	7,90 €
06 h 15 - 06 h 29	1/2	10,92 €	8,10 €	8,10 €
06 h 30 - 06 h 44	3/4	11,17 €	8,40 €	8,40 €
06 h 45 - 06 h 59	7	11,42 €	8,60 €	8,60 €
07 h 00 - 07 h 14	1/4	11,58 €	8,80 €	8,80 €
07 h 15 - 07 h 29	1/2	11,75 €	8,90 €	8,90 €
07 h 30 - 07 h 44	3/4	11,92 €	9,00 €	9,00 €
07 h 45 - 07 h 59	8	12,08 €	9,10 €	9,10 €
08 h 00 - 08 h 14	1/4	12,25 €	9,20 €	9,20 €
08 h 15 - 08 h 29	1/2	12,42 €	9,40 €	9,40 €
08 h 30 - 08 h 44	3/4	12,58 €	9,50 €	9,50 €
08 h 45 - 08 h 59	9	12,75 €	9,60 €	9,60 €
09 h 00 - 09 h 14	1/4	12,83 €	9,70 €	9,70 €
09 h 15 - 09 h 29	1/2	12,92 €	9,90 €	9,90 €
09 h 30 - 09 h 44	3/4	13,00 €	10,00 €	10,00 €
09 h 45 - 09 h 59	10	13,08 €	10,10 €	10,10 €
10 h 00 - 10 h 14	1/4	13,17 €	10,20 €	10,20 €
10 h 15 - 10 h 29	1/2	13,25 €	10,40 €	10,40 €
10 h 30 - 10 h 44	3/4	13,33 €	10,50 €	10,50 €
10 h 45 - 10 h 59	11	13,42 €	10,60 €	10,60 €
11 h 00 - 11 h 14	1/4	13,50 €	10,70 €	10,70 €
11 h 15 - 11 h 29	1/2	13,58 €	10,90 €	10,90 €
11 h 30 - 11 h 44	3/4	13,67 €	11,00 €	11,00 €
11 h 45 - 11 h 59	12	13,75 €	11,10 €	11,10 €
Au-delà de 12H		13,75 €	11,10 €	11,10 €
24h00	24	13,75 €	11,10 €	11,10 €
Ticket Perdu		13,75 €	11,10 €	11,10 €
Jour suivant		13,75 €	11,10 €	11,10 €

ABONNEMENTS		Zénith	Delaune	Loubiers
TYPES D'ABONNEMENT				
Résidents (7J/7J)	Mensuel	61,58 €	57,90 €	60,00 €
	Trimestriel	184,75 €	173,80 €	180,00 €
	Annuel	677,42 €	695,10 €	660,00 €
Nuit (19h-7h)+WE	Mensuel	26,42 €	37,00 €	26,00 €
	Trimestriel	79,25 €	110,90 €	78,00 €
	Annuel	290,58 €	406,70 €	286,00 €

VIII. CONCLUSION :

Compte tenu de l'analyse comparative, qui précède, et en vue d'une maîtrise du service, l'exploitation du Parking « Silo Loubière » en Régie avec mise en place d'un Accord Cadre à bons de commande de gestion et exploitation du parking un public est proposée par les services de la Métropole.